

Universités : converger

mercredi 13 mai 2009, par [NPA \(commission écologie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 12 mai 2009).

Après trois mois de lutte, la mobilisation reste forte dans les universités face aux contre-réformes du gouvernement.

Assemblées générales (AG), coordinations nationales, actions et manifestations se poursuivent dans les universités. Mais, ici comme ailleurs, la stratégie des directions syndicales pèse fortement. Si la journée de grève générale du 29 janvier a servi de déclencheur, il a fallu mobiliser toutes les énergies pour tenir dans la perspective du 19 mars. L'absence de suite rapide n'a pas aidé, même si les cortèges universitaires étaient bien présents le 1^{er} mai. Les confédérations n'envisagent même pas de nouvel appel à la grève d'ici l'été. Il apparaît donc aujourd'hui que les salariés doivent construire un front de lutte large et que les étudiants et les salariés des universités doivent y travailler, à la mesure de leurs forces, puisque la seule mobilisation des universités ne suffit pas face à l'obstination du gouvernement, et que les confédérations ne serviront pas d'appui dans cette direction.

Depuis le début du mouvement des hospitaliers, tout est réuni pour parvenir à une convergence durable avec le mouvement universitaire, à l'image de ce qui s'était passé le 28 avril, à Paris, où les cortèges de la santé et des universités s'étaient rejoints (32000 personnes). Car c'est la même contre-réforme qui est imposée à ces deux secteurs : mise en concurrence des établissements, pouvoirs accrus du chef d'établissement (président de l'université ou directeur de l'hôpital), pressions plus fortes sur les personnels par des méthodes de management importées du privé (suppressions de postes, précarité, bas salaires). Tout cela pour réduire les moyens des services publics, mais surtout leur qualité, et pour justifier leur privatisation ou faire de la place au secteur privé.

Les traditions de lutte de nos secteurs sont différentes : les hospitaliers ont su se donner des syndicats forts, ce qui est loin d'être le cas dans l'enseignement supérieur. En revanche, l'expérience des mouvements étudiants a permis d'arriver rapidement à construire une coordination nationale des universités qui a réuni à chacune de ces dix sessions des centaines de délégués représentant plus de 70 établissements. Cette coordination a pris l'initiative d'appeler à rejoindre la manifestation des hospitaliers du jeudi 14 mai. Depuis, l'intersyndicale a repris cet appel. Cela devait donc être la seconde manifestation commune.

Mais, pour faire reculer le gouvernement, il faudra plus que des manifestations communes. Il faut construire une solidarité concrète dans les établissements. Cela passe par des interventions des hospitaliers dans les assemblées des universités et réciproquement. Mais aussi par des assemblées générales communes pour les établissements proches. Celles-ci peuvent devenir des embryons de coordination interprofessionnelle, en s'ouvrant aux salariés de l'énergie et de l'automobile actuellement en lutte. En prolongeant localement la journée interprofessionnelle du 19 mars, les salariés mobilisés au Havre ont montré qu'il était possible de construire la mobilisation à la base, sans attendre les confédérations. Toute victoire significative devra passer par l'extension d'expériences de ce type.

La commission « Université-recherche » du NPA

* Paru dans « Tout est à nous » (TEAN) n° 8 du 14 mai 2009.

Besancenot estime que les étudiants sont « pris en otage » par le gouvernement

PARIS (AFP) — Olivier Besancenot, porte-parole du NPA, a jugé lundi que « *la balle est dans le camp du gouvernement* » à propos du conflit dans les universités et que les étudiants étaient « *pris en otage* ».

Interrogé par I-Télé, M. Besancenot a jugé que « *les étudiants qui se retrouvent dans cette situation sont pris en otage par la politique du gouvernement, un gouvernement qui est sourd, vraiment sourd à tout ce qui se passe depuis des semaines* ».

« *On n'a jamais connu une mobilisation aussi longue et aussi significative* », a-t-il estimé.

« *La solution serait de trouver une solution -pour les étudiants boursiers ou pour les examens en général- qui ne retombe pas sur le dos des étudiants soit par la validation, soit par le report des examens* », a préconisé le leader d'extrême-gauche.

Ce n'est pas aux étudiants « *de payer tout ça* ». « *Mais franchement, la balle est dans le camp du gouvernement* », a-t-il estimé.

Les mouvements de protestation actuels dans les universités, dont une partie sont bloquées, font peser des incertitudes sur la tenue des examens et, de ce fait, sur la validation de l'année universitaire.